

Agir pour les revendications contre la répression

Semaine après semaine, le gouvernement multiplie les attaques contre les salariés, les fonctionnaires, les retraités et la jeunesse.

Avec la loi Blanquer sur l'École de la confiance, présentée en ce moment à l'Assemblée nationale, le ministre a décidé d'amplifier toutes les attaques en cours contre nos statuts, contre l'École publique, contre la laïcité, contre nos postes, contre les diplômes nationaux :

- établissements publics des savoirs fondamentaux, de la maternelle au collège, une menace directe sur les statuts particuliers des enseignants ;
- extension du champ des expérimentations locales, afin de monter d'un cran dans la déréglementation et l'autonomie des établissements ;
- possibilité pour le ministre de mettre en œuvre, par ordonnances, la réforme territoriale qui signifie concrètement des mutualisations de service, des suppressions de centaines de postes...

Le ministre Blanquer a décidé d'aggraver toutes les mesures contre lesquelles les personnels avec leurs syndicats se mobilisent depuis des mois.

Non seulement il refuse de répondre aux revendications, mais il justifie la répression contre les lycéens qui ont manifesté en décembre pour l'abandon de Parcoursup et le retrait de la réforme du lycée. Il appelle « à la fermeté », il justifie la répression contre les Gilets Jaunes qui manifestent chaque samedi.

Il n'y a pas d'un côté la loi Blanquer, de l'autre la répression dans les manifestations et la loi liberticide et antisyndicale dite « anti-casseurs ». D'ailleurs l'article 1^{er} de la loi sur l'École de la confiance soumet les personnels à une obligation d'« engagement » et d'« exemplarité ». Nul ne s'y trompe, c'est une atteinte aux libertés individuelles fondamentales, la liberté d'opinion et d'expression. Ils veulent nous museler, faire taire les revendications.

Le 5 février, nous étions des centaines de milliers en grève, en manifestation partout en France, avec tous les autres fonctionnaires, les salariés du privé, les retraités, les lycéens et les étudiants, avec les gilets jaunes. Car tous nous sommes confrontés aux mêmes politiques d'austérité budgétaire, de casse des services publics et des droits collectifs. Dans le public, comme dans le privé, tous nous exigeons l'augmentation des salaires. Des syndicats, des unions locales, des unions départementales ont pris position contre la répression. Ils appellent à amplifier la tenue des assemblées générales et à rejoindre les manifestations des gilets jaunes. Ils préparent le rapport de force.

Une importante discussion se mène sur les moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications. Les personnels veulent l'action efficace, ils veulent gagner. Le rapport de force interprofessionnel est dans tous les esprits. Comment unir toutes les forces pour faire reculer le gouvernement ?

La FNEC FP-FO soutient les initiatives de ses syndicats pour les revendications. Elle soutient ses syndicats qui ont décidé de manifester aux côtés des Gilets Jaunes, notamment le samedi, pour agir ensemble sur les revendications, pour dire « Halte à la répression ! » Et tout simplement pour revendiquer le droit de manifester.

La FNEC FP-FO informe : les Confédérations FO, CGT, avec Solidaires, l'UNEF et l'UNL appellent à la grève interprofessionnelle le 19 mars.